

**COMISSÃO DA CEDEAO**

**COMMISSION DE LA CEDEAO**

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation

ARAA



**ECOWAS COMMISSION**

Regional Agency for Agriculture and Food

RAAF

**Termes de Références**

**Pour la sélection d'un (e) Consultant (e) expert (e) en appui aux systèmes nationaux de stockage de Sécurité Alimentaire dans le cadre du PROGRAMME DE RÉSILIENCE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP)**

## I. Contexte et justification

L'Afrique de l'Ouest est l'une des régions les plus vulnérables du monde en raison de son contexte climatique, démographique, institutionnel, économique, environnemental et de ses moyens de subsistance. Cette région abrite plus de 360 millions d'habitants, dont 55 % vivent en zone rurale et dépendent des ressources naturelles pour leur développement socio-économique. L'agriculture représente 29 % du produit intérieur brut (PIB) de la région et constitue le principal moyen de subsistance de plus de 60 % des Africains de l'Ouest.

Les risques climatiques, agricoles et de marché rendent les performances de l'agriculture très volatiles, déclenchant des crises alimentaires plus fréquentes et plus graves.

L'aggravation de l'insécurité alimentaire est imputable à de multiples facteurs qui jouent un rôle important entraînant une baisse de la production alimentaire par habitant.

En 2020, environ 16,7 millions d'Ouest africains ont eu besoin d'une assistance alimentaire immédiate en raison d'une combinaison non atypique de sécheresse, de pauvreté, de prix élevés des céréales, de dégradation de l'environnement, de déplacements, de mauvaise intégration commerciale et de conflits.

La région ouest africaine se caractérise ainsi par la vulnérabilité à large échelle liée à une très lente augmentation de la productivité du système alimentaire entraînant une réduction des disponibilités alimentaires par habitant.

Les imperfections du marché (variation et volatilité des prix des produits de base) constituent l'un des facteurs qui contribuent à basculer les ménages dans l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. En effet, la majeure partie du commerce intra régional des produits alimentaires est informelle et entravée par de nombreux obstacles à la libre circulation. Ce faisant, les marchés alimentaires sont fragmentés rendant difficile l'adaptation aux grandes variations de la production alimentaire locale qui se produisent d'une année à l'autre en distribuant efficacement les aliments des zones excédentaires aux zones déficitaires de la région. Les pénuries alimentaires localisées et la volatilité des prix sont courantes, alors que les prix à la production restent bas.

La pandémie de la COVID-19 exerce une pression supplémentaire sur le système alimentaire, menaçant d'accroître la malnutrition et l'insécurité alimentaire parmi les populations vulnérables. La pandémie a provoqué des crises sanitaires et économiques qui réduisent l'accès à la nourriture - par exemple, en augmentant le chômage et en réduisant le pouvoir d'achat - en particulier chez les pauvres des villes. Les pays fragiles devraient connaître un déclin plus marqué de leur croissance, car la COVID-19 exacerbe les facteurs de fragilité. Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté en Afrique subsaharienne devrait augmenter considérablement, jusqu'à 40 millions de personnes supplémentaires, ce qui aura un impact négatif sur la sécurité alimentaire à court et à long termes.

En plus de son caractère quasi permanent, la vulnérabilité en Afrique de l'Ouest se démarque par une inégalité entre les groupes sociaux. Cette démarcation est liée à l'incapacité dans l'acquisition des ressources productives. En effet, de grandes inégalités persistent entre les femmes et les hommes en termes d'accès aux ressources susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie grâce à l'agriculture - en particulier l'accès à la terre et aux équipements, au crédit, aux marchés et aux services de conseil et d'appui.

Face à ces constats, la région a pris des engagements forts pour transformer l'agriculture et

renforcer la résilience du système alimentaire. Ainsi, trois domaines d'intervention se renforçant mutuellement sont apparus comme des priorités pour renforcer la résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest :

- (i) soutenir la base productive du système alimentaire en investissant dans l'agriculture climato-intelligente au niveau des exploitations et des paysages ;
- (ii) promouvoir un environnement favorable au développement de la chaîne de valeur et au commerce intrarégional ;
- (iii) renforcer la capacité régionale à gérer les risques agricoles.

Pour faire face à ces priorités, la région bénéficie du financement de la Banque Mondiale pour la mise en œuvre du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP).

## **II. Brève présentation du Programme**

Initié dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de la région, l'objectif de développement du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA/FSRP) est d'accroître la préparation à l'insécurité alimentaire et d'améliorer la résilience des acteurs du système alimentaire, des paysages prioritaires et des chaînes de valeur dans les zones du Programme.

La première phase du Programme couvre quatre (4) pays (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo) et des actions régionales portées par la CEDEAO, le CILSS et le CORAF. Le Programme est financé par la Banque Mondiale pour un coût d'environ 570 millions de dollars sur une période de cinq (5) ans. Il est organisé autour des cinq (5) composantes suivantes :

**Composante 1 (gérée par le CILSS) : Services de conseil numérique pour la prévention et la gestion des crises agricoles et alimentaires** dont les objectifs principaux sont : (i) améliorer les systèmes d'aide à la décision avec des services d'information axés sur la demande afin d'accroître l'efficacité de la prévention et de la gestion des crises agricoles et alimentaires, en intégrant les données et en tirant parti de la science, de l'innovation et des technologies de pointe ; et (ii) renforcer la capacité régionale et la durabilité institutionnelle, ainsi que la capacité d'adaptation au changement climatique.

**Composante 2 (gérée par le CORAF) : Durabilité et capacité d'adaptation de la base productive du Système Alimentaire** dont les objectifs principaux sont : (i) renforcer les systèmes de recherche agricole nationaux et régionaux ; (ii) renforcer l'environnement politique pour la gouvernance du paysage (politiques et réglementations multisectorielles inclusives pour éviter, réduire et inverser la dégradation des terres) ; et (iii) créer/renforcer des unités de paysage sous gestion intégrée capables d'atteindre durablement des objectifs multiples (production alimentaire, fourniture de services écosystémiques, protection de la biodiversité et amélioration des moyens de subsistance locaux).

**Composant 3 (gérée par la CEDEAO) : Intégration des marchés alimentaires régionaux et commerce** dont les objectifs principaux sont : (i) soutenir la préparation et la mise en œuvre de réglementation et de politiques régionales solides afin de faciliter le commerce de biens et d'intrants agricoles à l'intérieur et au-delà des frontières nationales en Afrique de l'Ouest à travers les principaux corridors, (ii) consolider le système de réserves alimentaires ; et (iii) soutenir le développement de chaînes de valeur stratégiques régionales, avec le potentiel d'impacts positifs tangibles sur la sécurité alimentaire et la nutrition régionales.

De manière spécifique, les activités qui seront menées par le Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO sont les suivantes

1. Faciliter le commerce à travers les principaux corridors et consolider le système de réserve alimentaire :
  - a. Superviser le développement et la mise en œuvre de la fiche d'évaluation du commerce et du marché agricole de la CEDEAO (EATM-Scorecard) ;
  - b. Renforcer et rendre opérationnel l'Observatoire du riz pour l'Afrique de l'Ouest de la CEDEAO en améliorant sa capacité de coordination, de collecte de données et de communication régulière sur le développement de la chaîne de valeur du riz ;
  - c. Stimuler l'harmonisation des politiques commerciales régionales agricoles sur les questions critiques de résilience du système alimentaire ;
  - d. Soutenir le dialogue et la consultation politique multi acteurs de la CEDEAO. Le FSRP appuiera la capacité de facilitation de la CEDEAO à organiser des mécanismes inclusifs de dialogue et de consultation multi-acteurs, des négociations liées à la zone de libre-échange continentale et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;
  - e. Améliorer la performance des réserves régionales de sécurité alimentaire aux trois niveaux (local, national et Réserve régionale de sécurité alimentaire - RRSA).
  
2. Soutien au développement de chaînes de valeur stratégiques et régionales :
  - a. Améliorer l'organisation et le financement des chaînes de valeur régionales stratégiques ;
  - b. Promouvoir la compétitivité agricole et les infrastructures de marché, à travers le soutien aux plateformes commerciales agricoles régionales ;
  - c. Renforcer la coordination multi-acteurs et promouvoir un environnement favorable au secteur privé.

**Composante 4** : c'est la **Composante de réponse d'urgence contingente (CERC)** qui est un mécanisme de financement des dépenses admissibles en cas d'urgence précipitée par une catastrophe naturelle. L'activation de cette composante permet de décaisser rapidement des fonds pour réduire les dommages causés aux infrastructures, assurer la continuité des activités et se remettre plus rapidement d'une catastrophe. À la suite d'une catastrophe majeure, le pays participant affecté peut demander à la Banque mondiale de canaliser les ressources des autres composantes du FSRP vers le CERC. Comme condition de décaissement, un Manuel de réponses d'urgence (ERM) sera élaboré pour chaque pays, stipulant les exigences fiduciaires, de sauvegarde, de suivi et de rapport liées à l'utilisation du CERC, ainsi que toute autre disposition essentielle de coordination et de mise en œuvre.

**Composante 5 (gérée par la CEDEAO)** : cette composante concerne la **gestion du Programme** qui délèguera le travail technique dans le cadre des composantes 1 et 2 aux organisations mandatées pertinentes (principalement le CILSS pour la composante 1 et le CORAF pour la composante 2). La composante 5 assurera une gestion efficace du Programme et un suivi attentif de la performance et de l'impact.

### III. Rôles/Responsabilités

Dans le cadre de la consolidation des acquis de la mise en œuvre de la Stratégie Régionale de Stockage, et la poursuite des actions initiées dans ce cadre, une Division de la RRSA a été créée au sein de l'ARAA. La dotation de cette Division d'un(e) expert (e) en appui au systèmes nationaux de stockage de sécurité alimentaire permettra de prendre en charge

l'ensemble des activités visant le renforcement des capacités de la deuxième et de la troisième ligne de stockage contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et du Réseau des Sociétés et Offices chargés de la Gestion des Stocks nationaux de sécurité alimentaire dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, le RESOGEST.

Placé sous la responsabilité hiérarchique du Chef de la Division de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire, l'expert (e) en appui aux systèmes nationaux de stockage de sécurité alimentaire aura la responsabilité de la préparation, de l'exécution et du suivi des activités en appui aux politiques et stratégies publiques des pays membres du CILSS, de la CEDEAO et de l'UEMOA en matière de stockage de sécurité alimentaire ainsi que les activités du RESOGEST. Il aura également à appuyer les activités d'acquisition, d'entreposage, de suivi de la qualité et de déstockage des produits de la Réserve Régionale qui sont dans les magasins des structures nationales de stockage.

A ce titre, l'expert en appui aux systèmes nationaux de stockage de Sécurité Alimentaire aura la responsabilité des tâches suivantes :

- Appui à la préparation des plans de travail et budget annuels et des rapports techniques et financiers annuels du projet FSRP et des autres projets d'appui à la stratégie régionale de stockage ;
- Préparation, exécution et suivi-évaluation des activités en appui aux politiques et stratégies nationales de stockage de sécurité alimentaire des pays de la CEDEAO ;
- Accompagnement du RESOGEST dans la planification, la mise en œuvre et suivi de ses activités ;
- Appui technique aux activités d'achat, de stockage, d'entretien, de déstockage et de rotation technique des stocks de la Réserve Régionale entreposés dans les magasins des structures nationales de stockage ;
- Conception et mise à jour régulière d'une base de données permettant d'avoir à tout moment les niveaux des différents stocks de sécurité alimentaire détenus par les pays membres de la CEDEAO ainsi que le stock régional ;
- Contribution au suivi des stocks de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire dans les magasins des structures nationales de stockage des pays membres de la CEDEAO ;
- Contribution au suivi-évaluation des interventions d'assistance alimentaire et nutritionnelle réalisées dans les pays avec les stocks nationaux et les stocks de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire ;
- Contribution au suivi de la reconstitution des stocks mis à la disposition des Etats bénéficiaires par la Réserve Régionale ;
- Contribution à la production et à la diffusion de supports de communication en rapport avec les activités du stockage national ;
- Contribution à l'élaboration des différents rapports du projet FSRP et des autres projets d'appui à la stratégie régionale de stockage ;
- Autres tâches connexes.

#### **IV. Qualifications, expériences, compétences**

##### **Qualifications**

Avoir un diplôme universitaire (BAC + 5 ans au moins) dans le domaine du développement

rural (agriculture, élevage, foresterie, ...), en agroéconomie, en gestion, en logistique ou dans toute discipline connexe.

Démontrer la participation à des formations complémentaires dans le domaine du stockage et de l'entretien des produits agro-alimentaires.

## **Expériences**

Le candidat devra :

- Disposer d'une expérience avérée d'au moins dix (10) années dans le suivi et la gestion de stocks agro-alimentaires ;
- Avoir une expérience avérée d'au moins cinq (5) années dans le suivi et la gestion de la qualité des produits agro-alimentaires en Afrique de l'Ouest ;
- Avoir une expérience dans un projet régional financé par la Banque mondiale ou d'autres partenaires internationaux constitue un atout ;
- Avoir une expérience de travail dans la région Afrique de l'Ouest est souhaitée ;
- Avoir une expérience de travail avec une Institution, Agences ou bras technique de la CEDEAO constitue un atout majeur.

## **Compétences**

- Avoir une connaissance du secteur agricole et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région ouest-africaine ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre de document de politiques agricoles ou de stockage de sécurité alimentaire au niveau national ou régional ;
- Avoir une bonne connaissance des dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires dans les pays de l'Afrique de l'Ouest ;
- Avoir la capacité de mettre en place les instruments/outils de gouvernance des stocks de sécurité alimentaire et de renforcer les gestionnaires de stocks sur les bonnes pratiques en la matière ;
- Disposer de capacités à accompagner des acteurs nationaux, régionaux et des structures publiques dans le fonctionnement d'un réseau régional ;
- Avoir une forte familiarité avec la gestion axée sur les résultats ;
- Avoir une connaissance préalable de la collecte quantitative et qualitative des données, le traitement et l'analyse ;
- Avoir le sens de l'organisation et de bonnes capacités de synthèse et de rédaction ;
- Disposer d'excellentes compétences en rédaction technique et plus particulièrement le rapportage régulier conformément aux exigences de la Banque Mondiale et des autres PTF ;
- Avoir une très bonne maîtrise des outils de la bureautique (Word, Excel, PowerPoint, Publisher) de l'Internet ;
- Avoir la capacité à communiquer et à travailler en français et en anglais, la connaissance du portugais constitue un atout ;
- Maîtriser l'anglais et le français ;
- Être familier avec un environnement de travail multiculturel.

### **4.1 Lieu, durée de la mission**

- Le personnel sera basé à Lomé, au Togo, auprès de la l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) de la CEDEAO ;
- La durée de la mission est pour toute la durée de vie du Projet après une période probatoire de six mois ;
- Le poste est à temps plein ;
- Le(la) Consultant(e) est appelé(e) à s'abstenir de toute situation qui pourrait le

mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui serait assignée.